



Communiqué de presse du Collectif contre la privatisation d'Actis du XXX 2022

Actis reste 100 % public, La mobilisation a payé mais nous restons vigilants !

Depuis 2018, la ville de Grenoble et la Métro ont porté le projet de dissoudre Actis - un établissement public, sans actionnariat privé – au sein de la SEM Grenoble Habitat – société d'économie mixte, avec un actionnariat privé à près de 50 %.

Les locataires d'Actis et leurs associations, les salariés et la CGT, RSA 38 et des citoyens se sont mobilisés pour s'opposer à ce projet de privatisation d'un service public, privatisation dont le seul objectif était de permettre à la ville de Grenoble de vendre à un prix exorbitant (45 millions d'euros !!) les actions qu'elle détient dans Grenoble Habitat (et qu'elle a « payé » 3,5 millions).

Aucun intérêt pour les locataires ! Aucun avantage pour les politiques locales de l'habitat !

Après un « gel » du projet à l'été 2019, il est revenu en 2021 avec un habillage qui se voulait plus présentable. C'est la mobilisation qui n'a cessé de s'amplifier depuis 2019 qui a contraint la Métro et le CA d'Actis à reculer. En effet, le 25 mars 2022 pour **la Métro** et le 30 mars 2022 pour **Actis**, l'une et l'autre **ont acté la fin de toute démarche de regroupement entre Actis et GH**, et l'adhésion d'Actis à une Société de Coordination composée de deux Offices Publics, la SCEREA. La SCEREA a validé l'adhésion d'Actis le 1 avril 2022.

Le débat est clos. Actis reste un OPH, 100 % public.

Aujourd'hui, chacun des acteurs prétend avoir toujours défendu le statut public d'Actis. Malheureusement, pour beaucoup, leurs votes à la Métro en 2018 et mai 2021, leurs votes au CA d'Actis ou leurs votes au conseil municipal de Grenoble prouvent le contraire.

**La mobilisation du collectif et des locataires a imposé
le maintien d'Actis en tant qu'organisme 100 % public !**

Cette mobilisation exemplaire, menée dans l'unité, est sans doute **la seule en France** à avoir contraint les Collectivités Locales à reculer. Pour autant, nous restons vigilants pour qu'Actis reste fidèle à ses valeurs au service des plus démunis, et nous continuerons à porter et faire entendre la voix des locataires, des plus précaires et des salariés au sein du Conseil d'Administration.

Pour fêter cette victoire, nous invitons à un rassemblement festif.

Samedi 18 juin à 12h00 devant MC2.

Chacun amène son casse-croûte, merci !

CGT Actis, CGL, CLCV, CNL, CSF, DAL, Indecosa-CGT, RSA38 et des Citoyens.

Contact : nonalaprivatisationdactis@gmail.com